



Lundi 22 septembre 2014

Pourquoi je n'ai pas voté la confiance

Mon vote du 16 septembre dernier exprime par mon abstention l'urgence de réorienter des choix essentiels de notre politique. Un vote de confiance n'est pas l'appréciation des qualités d'un homme ou d'un discours, mais l'assentiment donné au gouvernement sur la mise en œuvre concrète de sa politique. Assumée depuis l'annonce du «pacte de responsabilité» amplifiant le CICE, confirmée malgré les sanctions électorales, cette politique se trouve encore rigidifiée depuis l'été. Le remaniement récent a rétréci les bases politiques du gouvernement.

Le politique de baisse massive et sans contrepartie de la fiscalité des entreprises va d'abord provoquer des effets d'aubaine importants et des augmentations insupportables de la rémunération des actionnaires. Cette politique, financé par des hausses de TVA et des baisses de dotations aux collectivités locales, n'est pas adaptée à la situation des entreprises qui souffrent d'abord de la faiblesse de leur carnet de commandes. Je soutiens les efforts entrepris pour desserrer le carcan européen, mais je considère que le gouvernement ne doit pas s'enfermer dans une politique de contraction excessive des dépenses qui affaiblit la croissance et entretient le déficit.

L'érosion du pouvoir d'achat des catégories populaires et moyennes a compromis le «redressement dans la justice». Je constate comme de nombreux français que les corrections apportées restent insuffisantes. La fonction historique de la gauche est d'initier des réformes innovantes et justes pour réduire les inégalités, en refusant clairement les réponses libérales dépassées.

Les propositions des députés socialistes qui se sont abstenus ne portent pas sur des détails, mais sur l'équilibre et le sens d'une politique. Les «petits gestes» et les improvisations n'offrent pas une stratégie à la hauteur de la crise. Nous défendons un autre chemin, parfaitement réaliste et possible. Nous proposons de cibler les aides sur les entreprises

qui investissent et créent vraiment des emplois, et de libérer les milliards d'euros correspondants pour un plan d'urgence soutenant la consommation, le logement et l'investissement des collectivités locales. La remise en chantier de la réforme fiscale et de la loi bancaire renouerait avec notre programme.

Seul un changement de politique peut redonner confiance aux Français, ressouder notre majorité et rassembler la gauche. Être responsables et utiles à la France est la seule raison d'être de la démarche démocratique que nous poursuivrons au Parlement à travers les débats budgétaires.